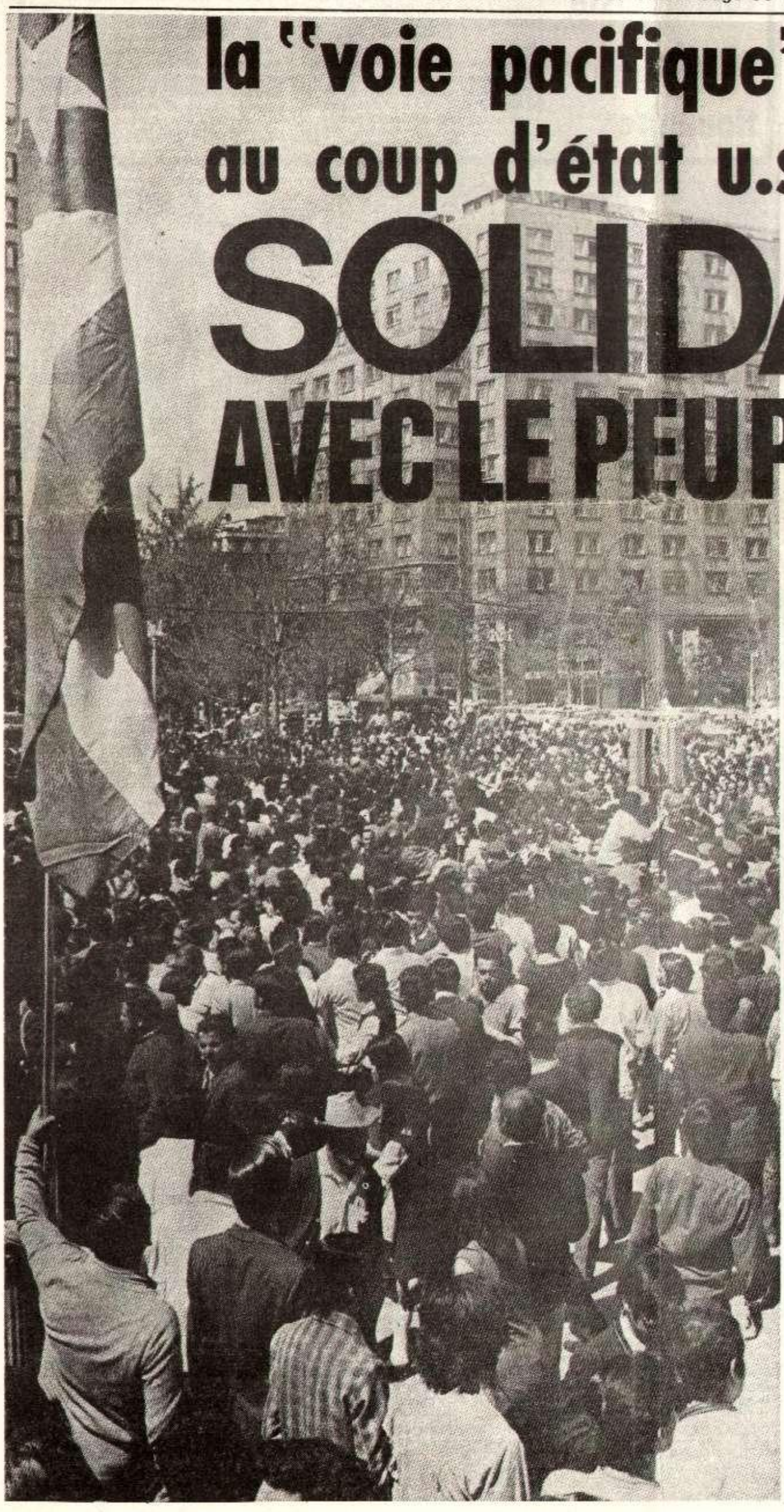
front rouge

prolétaires de tous les pays, nations et peuples

opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

HEBDOMADAIRE N°83 / 20 SEPTEMBRE 1973 / PRIX 1F / CCP Front rouge 39 191 14 La Source / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02



la "voie pacifique" ouvre la porte au coup d'état u.s.

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE CHILIEN

* pour le report de l'échéance du 30 septembre
* pour l'abrogation de la circulaire fontanet

p.8

JOURNEES D'ACTION

LES 29 ET 30 SEPTEMBRE

Pour isoler les superpuissances la chine rouge recoit le chef de l'imperialisme francais

p4

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE CHILIEN

EDITORIAL

la "voie pacifique" a ouvert la porte au coup d'état u.s.

Le 11 septembre, une fois de plus, la main sanglante de l'impérialisme US s'abattait sur un peuple en lutte pour son indépendance nationale ; le peuple chilien. L'impérialisme et ses valets chiliens, l'armée fasciste de Pinochet paieront cher leur agression car, depuis 6 jours, le peuple chilien leur oppose une résistance héroïque. Alors que le palais de la Moneda, où s'était réfugié Allende, et les principaux ministères de l'« Unité Populaire » tombaient dès les premières heures du coup d'Etat, l'armée fasciste se heurtait à une résistance farouche dans les quartiers populaires, dans les usines occupées de la banlieue de Santiago et dans les grandes fermes du Sud expropriées. Dès les premières heures du coup d'Etat, ouvriers et paysans sortaient les fusils de leurs caches. 6 jours après, la Résistance n'a pas cessé ; c'est ce qu'avoue la junte fasciste elle-même, quand elle lance des appels au calme et à la collaboration, ou ordonne de fusiller tous ceux qui sont pris les armes à la main.

La Résistance continue, malgré une répression féroce et massive. On parle déjà de plusieurs milliers de victimes : 500 ouvriers tués sous le bombardement de l'usine Sumar occupée, des exécutions sommaires au coin des rues, la chasse systématique aux révolutionnaires... c'est le pire qui attend les milliers de prisonniers entassés dans les deux grands stades de Santiago. Et à l'heure actuelle, aucune nouvelle n'est encore parvenue des campagnes...

vive la résistance du peuple chilien au coup d'état impérialiste!

L'impérialisme US est l'organisateur et le responsable n. 1 du coup d'Etat. « L'aboutissement d'une politique couronnée de succès que nous avons suivie », comme déclarait un ancien fonctionnaire du Département d'Etat. Et aux basques de l'impérialisme US se presse toute sa horde de PDG, d'officiers, d'actionnaires, de gros propriétaires, qui vont maintenant donner libre cours à leur haine du peuple.

Mais le coup d'Etat a été largement facilité par la politique réformiste du gouvernement de l'Unité Populaire. Ces mêmes militaires fascistes, agissant aux ordres de l'impérialisme US, ont été présentés pendant 3 ans, par les dirigeants de l'Unité Populaire, présents comme des patriotes loyaux. Pendant que les réformistes de l'unité populaire encensaient les militaires fascistes et leur donnaient des postes à tous les échelons dans l'appareil d'Etat ils refusaient aux ouvriers et paysans les fusils qu'ils réclamaient. Pire, par la Loi criminelle d'octobre 72, ils ont donné le feu vert à l'armée pour perquisitionner dans les usines occupées et réquisitionner les armes découvertes... Et pendant ce temps-là, les groupes fascistes de droite s'armaient sans vergogne et l'armée chilienne profitait de ces perquisitions pour tester la Résistance populaire qu'elle se préparait à affronter. Par cette politique criminelle, en conduisant le peuple chilien sur la voie dangereuse du soi-disant passage pacifique, l'Unité Populaire l'a livré désarmé à la répression. Et les plus coupables, au sein de l'Unité Populaire, sont les révisionnistes du P-C- Chilien qui y ont fait triompher leur ligne contre-révolutionnaire.

à bas la "voie pacifique" des révisionnistes, qui a fait le lit du Fascisme!

Voie pacifique ou voie violente ? 50 ans après la Révolution d'Octobre, 30 après la Révolution Chinoise, l'année même des grandes victoires des peuples d'Indochine, il est criminel de cacher les leçons de l'histoire, de vouloir encore faire la sol-disant expérience du socialisme sans le fusil. Les révisionnistes chiliens, et dans leur sillage Marchais, qui osent prétendre que 50 % des voies à gauche imposera à la bourgeoisie le respect de sa propre légalité, sont de ces aventuriers criminels. Les peuples ont déjà payé trop cher ce genre d'« erreurs » : hier, un million de communistes et de patriotes indonésiens, aujourd'hui, des milliers de prolétaires et de paysans chiliens. C'en est assez, car ces « erreurs » n'ont jamais attiré que le malheur sur les peuples : le seul à en avoir jamais tiré profit, c'est l'impérialisme.

Comme il en a tiré profit aujourd'hui au Chili, car c'est en ordre dispersé, sans préparation, sans armement suffisant que le peuple chilien doit s'affronter avec lui. Par la faute des révisionnistes. Dans les conditions difficiles de la répression fasciste, il revient aux authentiques communistes, marxistes-léninistes, la tâche ardue de redresser la situation. Se porter à la tête de la Résistance pour l'organiser et la transformer en une guerre du peuple prolongée. Cette tâche, le Parti Communiste Révolutionnaire, parti des marxistes-léninistes et du prolétariat chilien, est prêt à l'assumer. Voilà la garantie que les martyrs de ces derniers jours ne sont pas morts pour rien, que l'impérialisme US sera un jour chassé du Chili.

seule la guerre du peuple vaincra l'impérialisme US!

16/09/73

vive le parti communiste révolutionnaire

La presse bourgeoise, qui a accordé une certaine place à l'action du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (M.I.R.), a toujours passé sous silence celle du Parti Marxiste Léniniste Chilien, du P.C.R.

Son implantation est pourtant loin d'être négligeable !

Quelle est la ligne du P.C.R. ?

Alors que le M.I.R., groupe présentant des aspects positifs mais groupe confus, entretenait des illusions sur le gouvernement d'Unité Populaire et le soutenait pendant deux ans avant de rompre avec lui, le P.C.R. n'a cessé de le caractériser comme un gouvernement bourgeois, incapable de mener à bien la liquidation de l'impérialisme U.S. au Chili.

Alors que le M.I.R. reprenait et amplifiait les illusions répandues par l'U.P. sur le passage direct au socialisme, le P.C.R. n'a cessé d'insister sur la tâche de la Révolution Chilienne : la liquidation de l'impérialisme U.S. et de ses deux principaux appuis au Chili : les propriétaires fonciers et la bourgeoisie compradore, et de l'instrument de sa domination : l'armée.

Durant toutes ces années, le P.C.R. a mobilisé les masses paysannes pour l'expropriation des propriétaires fonciers, et les masses ouvrières pour la satisfaction de leurs revendications. Tout en soutenant les mesures partielles prises par l'U.P. contre l'impérialisme U.S., il a préconisé des mesures plus radicales, telles que le non-paiement de la « dette extérieure » contractée à son égard et mille fois payée par la sueur des ouvriers et des paysans chiliens.

Déjà en butte à une dure répression de la part des révisionnistes, le P.C.R. s'est organisé clandestinement ; nul doute que cette précaution lui permettra aujourd'hui de faire face à la répression de la junte fasciste. Nul doute que le peuple chilien s'engagera sous sa direction dans la juste voie de la guerre révolutionnaire prolongée qu'il leur indique, et renversera l'impérialisme U.S. et ses valets !

Manifestation dans les "Cordons industriels"

le p.c.f. ose encore parler de passage pacifique !

« L'expérience chilienne » et le coup d'Etat qui vient d'y mettre fin sont largement utilisés par la bourgeoisie française et la « gauche » (PS, P«C»). Le gouvernement par la bouche de Peyrefitte reconnait dans Allende un homme sincère, mais idéaliste. Il en fait un apprenti sorcier. La leçon qu'il en tire, c'est que la voie pacifique est impossible, mais surtout que la « gauche » au pouvoir c'est le chaos économique et social, Contrairement à ce que voudrait faire croire le P«C»F, la bourgeoisie ne se réjouit pas bruyamment devant le coup d'Etat : elle préfère montrer les malheurs du peuple chilien, dont elle rend seule responsable l'Unité Populaire nient les menées réactionnaires des impérialistes US, pour donner un coup d'arrêt à la « gauche». Le PS et le P«C» qui ont depuis le début fait un parallèle volontairement faux entre le Chili, pays dominé par l'impérialisme, et la France, métropole impérialiste, continuent envers et contre tout à se servir de cet exemple pour mettre en avant leurs perspectives électoralistes. Pour Mitterand, le succès du Parti Socialiste d'Allende était un soutien au PS qui prône le « socialisme dans la liberté » ; pour les révisionnistes, c'est surtout sur la voie pacifique qu'ils insistent.

LES EXPLICATIONS DES REVISIONNISTES SUR LA VICTOIRE DE L'UNITE POPULAIRE...

L'arrivée au pouvoir de l'Unité Populaire par la voie électorale et pour réaliser un programme commun, voilà qui apportait de l'eau au moulin des révisionnistes du P«C»F et leur permettait de crier victoire, de manier un argument de poids pour faire passer leur camelote électoraliste : **« un jour de septembre 70, le Chili s'est brusquement rapproché de la France. La victoire d'Allende et de l'Unité Populaire nous apparaissait comme la vérification expérimentale de nos thèses. Lorsqu'on nous objectait que la voie pacifique, ça ne s'était jamais vu, nous tenions enfin l'argument irréfutable : « et le Chili ? »** (France Nouvelle). Alors que, comme nous l'avons vu, l'Unité Populaire était un moyen pour la bourgeoisie et pour l'impérialisme US d'enrayer la montée des luttes populaires, en y perdant le moins possible, le P«C»F saisit l'occasion pour dire : **« vous qui hésitez parce que ça vous paraît trop beau, voyez vous-mêmes... »**. L'armée, pilier du pouvoir de la bourgeoisie ? : **« on connait les caractères de l'armée chilienne, son légalisme, son caractère professionnel, son acceptation du pouvoir politique »**. (La Nouvelle Critique). Quand en fait le but de la bourgeoisie est de faire redresser la barré par la **«gauche»**, puis de la renvoyer comme elle l'a fait en France en 47, ou de l'éliminer si elle s'avère incapable d'endiguer les luttes, les révisionnistes affirment : **« la légalité lie les mains à la bourgeoisie dans un pays où l'idéologie juridique est dominante. Elle neutralise l'ennemi »** (La Nouvelle Critique). Ils transforment en tradition nationale ce qui n'est qu'une tactique de la bourgeoisie...

ET SUR SA DEFAITE...

Puis devant les menées de la bourgeoisie, ils répondent sur un ton moins assuré : **« le capitalisme ne se laisse pas déposséder sans résister de toutes ses forces »**. Voilà qui est vrai, mais que se passe-t-il en fait ? Allende stigmatise un danger qui vient **«autant de la droite que de l'extrême gauche »**. Cette extrême gauche, c'est une partie importante des masses qui voit maintenant qu'Allende est incapable d'en finir avec l'impérialisme US, et qui pose le problème de son armement. Nous avons vu comment le gouvernement d'Unité Populaire faisait tirer sans hésitation sur les bidonvilles, comment l'armée faisait la chasse aux ouvriers qui s'armaient, alors que les fascistes restaient souvent impunis. Le danger véritable pour la bourgeoisie, ce n'était pas « le socialisme légal» d'Allende, mais les masses qui n avaient pas l'intention de se laisser mater, de produire toujours plus pour la bourgeoisie. Les masses commencent à résister à l'impérialisme, leurs aspirations se concrétisent aussi dans un Parti Communiste authentique, le PCR. Là est le danger pour la bourgeoisie, et Allende n'arrive pas à le supprimer.

UN SEUL BUT : LEUR PROPRE VICTOIRE ELECTORALE

Enfin, après le coup d'Etat, le P«C»F continue à faire sa propagande légaliste.. La droite chilienne, qu'il camoufla un temps en lui accordant le brevet de légalisme, retrouve sa vraie nature, féroce, barbare. Pour le P«C»F, le plus grand mérite de l'Unité Populaire est d'avoir respecté la légalité, d'avoir été plus démocrate que les champions de la démocratie. En fait, quelle liberté restait aux masses chiliennes désarmées par Allende ? En fait n'était-ce pas toujours pour la bourgeoisie qu'elles produisaient ? Non, le rôle d'un véritable PC, ce n'est pas de défendre la démocratie bourgeoise en désarmant les masses d'une main, et de l'autre en agitant la menace du fascisme. Son rôle c'est de les armer pour la révolution et non de dire, en tirant les leçons de ce coup d'Etat fasciste que les démocrates chiliens ont été massacrés parce qu'ils n'avaient que 36 % des voix.

Car voilà bien la leçon essentielle que tirent les révisionnistes : nous sommes déjà un peu plus forts que la «gauche» chilienne aux élections mais votez encore plus massivement pour la gauche... Dans ces conditions, le passage pacifique au socialisme se fera bien plus facilement.

Ce que le P«C»F cache, c'est la progression des voix de l'Unité Populaire : 36 % au départ, mais 45 % aux législatives et même entre ces 2 élections. 50 % aux municipales !... Ce que cache le P«C»F c'est que le pouvoir ne vient pas d'une majorité électorale, mais du contrôle de l'appareil d'Etat, et en particulier de l'armée.

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE CHILIEN

Notre rôle à nous, marxistes léninistes, est de dénoncer l'utilisation électoraliste de l'expérience tragique que font en ce moment les masses chiliennes. Etre vraiment solidaires du peuple chilien c'est organiser la soutien à sa lutte, c'est aussi expliquer aux travailleurs français les causes réelles de ce coup d'Etat et leur montrer comment une fois de plus le rôle des révisionnistes a été de se faire les complices de la bourgeoisie.

PRENONS PARTOUT L'INITIATIVE POUR SOUTENIR LA LUTTE DU PEUPLE CHILIEN

diffusion speciale de Front rouge
reunions publiques

une armée depuis longtemps à la solde de l'impérialisme u.s.

Quelle était donc cette armée chilienne qu'Allende prétendait neutre et loyale et dont il comptait faire le principal pillier du gouvernement populaire ? Eh bien, la même armée qui vient de renverser Allende et qui réprime sauvagement le peuple chilien.

L'armée bourgeoise est le principal pillier de la dictature bourgeoise c'est le B.A.BA du marxisme, et seul le révisionnisme et le réformisme peuvent faire croire que cette armée équipée et entraînée par l'impérialisme US pouvait servir autre chose que les intérêts de cet impérialisme.

Tous les chefs de cette armée issus en majorité de la bourgeoisie ont été formés dans des écoles militaires américaines, tous ont subi l'entrainement spécial anti-guerilla à la base de Panama. L'armement est entièrement américain et le Chili est resté, même sous Allende, le principal bénéficiaire en Amérique latine, avec le Vénézuela, de l'aide militaire US pour la formation de cadres. Jusqu'à cette année encore, des manœuvres communes américano-chiliennes se déroulaient... C'est une telle armée qu'Allende présentait comme « le peuple en uniforme»...

Il y avait certes des contradictions au sein de l'armée. La répression des marins loyalistes intervenue après la tentative de putsch de la marine à la fin de juin en est la preuve. Mais l'armée se rangeait quasi unanimement dans le camp des ennemis du peuple. C'est l'armée qui a participé à la répression des masses sous le régime Allende, et c'est unanimement semble-t-il qu'elle participe en ce moment au coup d'Etat et aux assassinats d'ouvriers et de paysans. Les militaires considérés comme « loyalistes » participent aujourd'hui à la junte fasciste, et le général Prats le «loyaliste » dont on avait tant vanté les qualités n'a pas voulu rompre cette unité. Ces contradictions n'étaient donc que le reflet au sein de l'armée de différents dans le camp de la bourgeoisie chilienne, par exemple entre la bourgeoisie liée aux industries extractives exportées par Allende, et celle liée aux industries de transformation développées par Allende, mais toutes deux ayant des liens directs avec l'impérialisme US. Ces contradictions reflétaient aussi le débat au sein de la bourgeoisie sur la manière de juguler le mouvement populaire.

Voilà pourquoi l'armée s'est montrée particulièrement active dans l'application de la loi sur le contrôle des armes votée en octobre 72. En août plus de 100 usines avaient été contrôlées pour essayer de trouver les armes des ouvriers. Empêcher à tout prix l'armement des masses tel fut un souci majeur de l'armée remplissant ainsi parfaitement son rôle d'armée bourgeoise... avec l'accord d'Allende...

3 années de gouvernement allende

LES TRAVAILLEURS N'ONT JAMAIS EU LE POUVOIR...

une politique de réformes et de compromis

Allende a-t-il été renversé pour avoir été trop loin dans sa politique de réformes ? Si cela était vrai, le putsch aurait eu lieu beaucoup plus tôt, car depuis un an aucune réforme importante n'avait été décidée. En réalité, les réformes de l'Unité Populaire n'ont jamais fondamentalement remis en cause la domination impérialiste au Chili.

Transition vers le socialisme, récupération des richesses nationales : tel était le programme de l'unité populaire. Et effectivement toutes les mines de cuivre US ont été nationalisées, ainsi que les banques, toutes les propriétés agricoles supérieures à 80 ha, mais par contre une partie infime des entreprises industrielles soit au total 250 entreprises sur les 35000 que compte le Chili. Des secteurs importants comme la distribution, une bonne partie des industries de consommation restaient privées, voire même aux mains des trusts impérialistes : Philips, radio Cooperation of America avaient toujours pignon sur rue, et y compris l'ITT, liée à la CIA et qui continuait à diriger la compagnie des téléphones et la chaîne des hôtels Sheraton.

Toutes les expropriations ont été grassement indemnisées, à l'exception de celle des mines de cuivre. Ces indemnisations ont même coûté fort cher au peuple chilien, puisque le Chili devait verser chaque année aux trusts impérialistes ou aux capitalistes chiliens l'équivalent de 2 fois la somme totale des salaires de tous les salariés. A cela, il fallait ajouter une dette extérieure de 4.6 milliards de dollars qu'Allende s'était engagé à rembourser et qui faisait du Chili le 2e pays du monde pour les dettes envers l'impérialisme.

Evidemment, l'impérialisme aurait préféré conserver intacts tous ces intérêts au Chili, mais, grâce aux indemnisations, au large secteur privé, il continuait à piller suffisamment de profil les richesses nationales. Mieux, certains trusts étrangers comme certains propriétaires fonciers expropriés ont réinvesti le montant de leurs indemnités dans d'autres branches de l'industrie chilienne : c'est ainsi que les industries de transformation (machines, outillage, habillement...) ont connu un essor formidable. Cette reconversion de capitaux au sein de l'économie correspond du reste à la doctrine Rockfeller, que défendent certains trusts impérialistes, et selon laquelle le pillage des peuples dominés ne se fait plus principalement en accaparant des matières premières, tel le cuivre, mais avant tout par l'installation de société filiales dans les secteurs de la transformation.

... pour duper le peuple chilien

Dans ces conditions, pourquoi un gouvernement d'Unité Populaire ? Frei et la « Démocratie Chrétienne » n'auraient-ils pas pu accomplir ces mêmes transformations de l'économie ? Ils avaient du reste timidement amorcé le processus depuis plusieurs années en achetant des parts d'Etat dans les sociétés privées étrangères.

Ce que Frei ne pouvait pas faire, c'était faire accepter cette politique par le peuple. Car le peuple chilien, lui, voulait se débarrasser de l'impérialisme, des patrons et des propriétaires fonciers à sa solde et il manifestait cette volonté par des grèves et des occupations qui, avant 70 portaient de sérieux coups à l'économie chilienne.

Ce que Frei ne pouvait pas faire non plus, c'était obliger les travailleurs chiliens à travailler sans relâche, à produire toujours plus, pour « redresser » l'économie en crise.

Tout cela, Allende et l'Unité Populaire pouvaient le faire car ils avaient au départ la confiance des masses et qu'ils présentaient leurs réformes sous le nom de socialisme et de lutte pour l'indépendance nationale. Sous prétexte de garantir l'indépendance Allende et le P«C» Chilien pouvaient demander aux travailleurs d'augmenter sans cesse la productivité, «**gagner la bataillede la production première tâche de la révolution chilienne** » disait le P«C». Pour juguler la lutte anti-impérialiste des masses et les mettre au travail ; voilà pourquoi l'impérialisme a laissé l'Unité Populaire gagner les élections de 70. N'oublions pas que c'est un vote du parlement, où la « Démocratie Chrétienne» pro US est majoritaire, qui a sanctionné la victoire d'Allende.

une répression de plus en plus féroce

Allende, élu, fut bien obligé de satisfaire certaines des revendications des masses qui l'avaient poussé à la présidence : hausse générale des salaires, blocage des prix, lutte contre le chômage... Il fut même obligé d'entériner certaines mesures qui dépassaient le programme de l'Union Populaire, par exemple certaines occupations de propriétés inférieures à 80 ha... Cela ne dura qu'un an et rapidement, les choses redevinrent comme avant 70, car bien entendu, les quelques réformes de Allende ne pouvaient guérir les maladies inhérentes au système capitaliste, l'inflation, le chômage...

Des fractions de plus en plus importantes du peuple chilien n'étaient pas satisfaites des réformes limitées d'Allende de plus en plus de fermes et d'usines de étaient « illégalement » occupées, la bataille pour la production ne donnait pas les résultats escomptés Et parallèlement, les forces de droite inféodées à l'impérialisme commençaient à douter de l'efficacité de l'Unité Populaire pour tenir les masses en main et redresser l'économie : octobre 72, avril 73, juillet 73, de grandes grèves des propriétaires de camion et des mineurs de cuivre, dirigées par la réaction eurent pour effet de paralyser l'économie et d'accélérer la crise. C'est ainsi que les 2 dernières années de l'Unité Populaire virent les conditions de vie et de travail des masses s'aggraver de jour en jour : de juillet 72 à juillet 73, les prix ont augmenté de 323 %, les denrées alimentaires faisaient défaut, de nombreuses usines ne tournaient pas et les ouvriers n'étaient pas payés...

Alors que les contradictions entre les masses et l'Unité Populaire s'aggravent, c'est à l'armée bourgeoise que celle-ci fait appel pour réprimer les masses. Sur l'ordre de l'Unité Populaire, l'armée est chargée de faire appliquer la réforme agraire dans le sud du pays, c'est-à-dire de faire évacuer les fermes « illégalement occupées ». Sur l'ordre de l'Unité Populaire, l'armée est chargée de réquisitionner les armes cachées dans les usines occupées. Sur ordre du gouverneur (membre du P«C»), l'armée réprime sauvagement une manifestation antifasciste à Concepcion en mai 72. La liste est longue et chaque fois, l'intervention des militaires se solde par plusieurs morts. Pendant ce temps, les groupes fascistes se développent, s'arment et manifestent impunément : en 72, il y avait dans les prisons chiliennes plus de prisonniers politiques de gauche que de fascistes.

Mais la répression, pas plus que la démagogie n'a réussi à juguler la volonté de lutte du peuple chilien qui grandissait de jour en jour. Le risque devenait trop grand pour l'impérialisme US de voir les masses rejeter le gouvernement réformiste d'Allende et prendre en main une lutte conséquente contre l'impérialisme. Allende ne lui servait plus à rien, voilà pourquoi, l'impérialisme a donné le feu vert pour le renverser.

Témoignage d'un camarade sur la réforme agraire

Un de nos correspondants qui était au Chili en juillet 72 a assisté au Congrès paysan de la région de Cautin dans le sud du pays.

« La première tâche du Congrès fut d'exclure 2 délégués d'un village : il s'agissait de 2 représentants des propriétaires fonciers. Le congrès les a exclus à l'unanimité.

Puis une longue discussion en commission aboutit à la demande d'expropriation des propriétés de plus de 20 ha. Alors un délégué, membre du P«C» prit la parole pour défendre la ligne de l'Unité Populaire à savoir : pas d'expropriation de domaines inférieurs à 80 ha. Ce délégué s'est fait siffler et exclure du Congrès.

Diverses résolutions furent votées, dont une contre le bureaucratisme des cadres de l'Unité Populaire.

Enfin on adopta une plateforme revendicative réclamant :
— l'expropriation des domaines supérieurs à 20 ha et sans indemnisation.
— la suppression des réserves indiennes
— la lutte contre les intermédiaires (un paysan expliquait qu'un kilo de pommes de terre qu'il vendait 0,6 escudos se retrouvait à 6 escudos à Santiago).

Plusieurs de ces revendications sont en contradiction totale avec la ligne de l'Unité Populaire et ont été largement défendues. Il est vrai que dans la région de Cautin, comme dans toutes les zones où vivent les indiens Mapuches le Parti Communiste Révolutionnaire est bien implanté ».

Quels sont les caractères de la politique extérieure chinoise ? C'est ce que développe la citation ci-dessous, extraite du rapport au 9e Congrès du Parti Communiste Chinois, confirmée par le 10e Congrès.

La politique extérieure de notre parti et de notre gouvernement est conséquente. Elle consiste à développer, selon les principe de l'internationalisme prolétarien, des relations d'amitié, d'entraide et de coopération avec les pays socialistes ; à soutenir la lutte révolutionnaire de tous les peuples et nations opprimés ; à œuvrer en faveur de la coexistence pacifique entre les pays à systèmes sociaux différents, sur la base des cinq principes, à savoir : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique, et à lutter contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme. Notre politique extérieure prolétarienne n'est pas subordonnée à des raisons de convenance temporaire : nous l'appliquons depuis longtemps et sans défaillance. C'est ainsi que nous avons agi dans le passé, et que nous continuerons d'agir à l'avenir.

POUR ISOLER LES 2 SUPERPUISSANCES la chine rouge reçoit le chef de l'impérialisme français

Le voyage en République Populaire de Chine de Pompidou, le chef de file de l'impérialisme français, bénéficie d'une très large publicité à la télé et dans les journaux. A les écouter et à les lire, l'accueil reçu par Pompidou serait exceptionnel et différerait de ce qui s'est fait jusqu'ici en Chine. En fait, pour ne citer qu'eux, des chefs d'Etat africains comme Moussa Traore (Mali), Ahidjo (Cameroun), N'Gouabi (Congo) reçus cette année ont bénéficié d'un accueil similaire ; et s'il y a eu des dirigeants accueillis particulièrement chaleureusement cette année par les dirigeants et le peuple chinois, c'est avant tout les dirigeants du peuple vietnamien lorsqu'ils sont venus à Pékin après avoir contraint l'impérialisme US à signer les accords de Paris.

En fait, en montant en épingle l'accueil réservé à Pompidou en Chine, la propagande bourgeoise n'est nullement désintéressée ; elle entend justifier cet accueil par la soi-disant communauté de position des gouvernements chinois et français à la fois sur l'indépendance nationale de leur pays et sur la lutte contre l'hégémonie des deux superpuissances : l'impérialisme US et le social-impérialisme. Ainsi comme la Chine socialiste, la France lutterait contre les deux super-puissances !

La politique «d'indépendance nationale» » de l'impérialisme français

Mais l'impérialisme français peut-il vraiment se targuer de lutter contre les deux super-puissance ? Bien sûr, il existe des contradictions entre l'impérialisme français et les deux superpuissances, mais elles portent avant tout sur leurs intérrêts impérialistes : maintenir leur domination sur leurs colonies et leurs néo-colonies, se placer en position avantageuse pour la bataille des marchés. En plus, en ce qui concerne les contradictions entre l'impérialisme français et l'impérialisme US, Front Rouge a montré que si elles étaient bien réelles (Le Nixon round en est un exemple), elles allaient de pair aussi avec un certain alignement des positions de l'impérialisme francais sur celles de l'impérialisme US : c'est ce que montrent l'abandon ou la revendication de l'étalon-or pour le système monétaire ; c'est ce que montre aussi l'attitude de l'impérialisme français par rapport à la présence des troupes US en Europe, qu,elle défend, quitte à négocier avec Nixon le prix qu'il faut payer ; c'est ce que montre l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun ou la complicité ouverte avec l'agression US en Indochine... Dans tous les cas dans les relations avec les superpuissances, comme dans celles celles avec des pays socialistes, ce qui guide la politique de l'impérialisme français, ce n'est pas la «paix» ou la lutte contre tout hégémonisme, c'est la réalisation de profits toujours plus exhorbitants tirés sur le dos des peuples opprimés et du prolétariat de notre pays, c'est l'oppression et l'exploitation des masses ; l'exemple cité sur le maintien des troupes US en Europe est significatif : il veut dire pour les masses de notre pays aujourd'hui payer des impôts pour subventionner les troupes yankees, demain les affronter en cas de pouvement révolutionnaire.

Manifestation à Pékin, en mai 68, pour soutenir les grévistes français...

Qu'escompte alors retirer Pompidou de son voyage en Chine ?

D'abord un certain nombre d'avantages commerciaux ; la France qui a reconnu la Chine bien avant les USA, le Japon, l'Allemagne, n'arrive qu'en 8ème position des fournisseurs de la Chine populaire, devancée entre autre largement par le Japon et l'Allemagne ; le «marché» chinois l'intéresse d'autant plus qu'il n'est pas encore très exploité par les autres firmes capitalistes et qu'il pourrait lui permettre d'exporter un surplus dont les firmes françaises ne savent que faire : on se souvient de l'importance du marché chinois pour Berliet, et aujourd'hui les commandes de Concorde du gouvernement chinois sont la bouée de sauvetage à laquelle se rattrappe Ziegler, le PDG de la SNIAS... Ensuite, il y a tout le prestige que le chef de file de l'impérialisme français entend retirer d'un tel voyage pour duper mieux encore les peuples qu'il opprime, pour s'immiscer dans les chasses gardées des deux super--puissances. Fort du visage d'ami de la Chine, se présentant comme le champion de l'indépendance nationale, prétendant même s'opposer aux deux super-puissances, l'impérialisme français espère mieux cacher aux masses opprimées qu'il n'est rien d'autre qu'un impérialisme œuvrant pour son propre compte.

La lutte de la Chine contre les deux super--puissances

Depuis que le peuple chinois a accompli sa Révolution et commencé d'édifier le socialisme, son pays a été en butte à toutes les menaces (intérieures et extérieures) et les tentatives d'agression de l'impérialisme. La restauration du capitalisme en URSS, la transformation du premier Etat socialiste en une puissance social-impérialiste, a accru les menaces sur la Chine. Le peuple chinois doit en effet faire face non seulement aux menaces de l'impérialisme US, qui a installé un réseau de bases agressives en Thaïlande, en Indonésie, en Indochine, au Japon, à Taïwan..., mais aussi à celles du social-impérialisme qui a massé ses troupes à la frontière sino-soviétique et qui arme la Mongolie et surtout l'Inde dans le but de mieux encercler la Chine. Une des cibles importantes de la politique extérieure de Chine est justement de briser cet encerclement. En ce sens, la venue de Nixon à Pékin en 1972, et les conséquences qu'elle a eue, ont contribué, dans une certaine mesure, à desserrer l'étau qui enserre la Chine. La reconnaissance par Nixon de l'appartenance de Taïwan à la Chine, la révision par le Japon de sa politique étrangère, en se désolidarisant de l'impérialisme yankee dans cette région du monde, en sont deux preuves bien tangibles.

L'accueil fait à Pompidou et les relations que la République Populaire de Chine entretient avec l'Europe et la France obéissent aux mêmes préoccupations. Pour la Chine, un accord sur le désarmement en Europe passé entre l'impérialisme US, le social-impérialisme soviétique, et les impérialismes européens, aurait pour conséquence de permettre aux 2 super--puissances, et entre autre au social-impérialisme, de retirer leurs troupes d'Europe, pour les porter sur le dispositif d'encerclement de la Chine. C'est l'explication des encouragements que la Chine dispense à l'Europe pour qu'elle s'affirme comme un bloc indépendant des 2 super-puissances.

Bien évidemment, pour mettre en échec les visées hégémoniques des 2 super-puissances sur les peuples du monde, le gouvernement chinois ne compte pas sur ces seuls aspects de sa politique. D'abord, il prépare son peuple à résister à toute guerre d'agression, y compris atomique, en construisant des abris, en l'entraînant à la guerre populaire. Ensuite, il soutient résolument la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme. Le soutien matériel et politique apporté aux peuples indochinois en est un exemple.

La politique de coexistence pacifique du gouvernement chinois ne l'a d'ailleurs jamais empêché de soutenir les luttes populaires menées contre des états qu'il reconnaît. Le peuple français est bien placé pour le savoir. En mai 68, alors qu'en France, le fouvernement refusait de satisfaire les revendications des travailleurs et leur envoyait les CRS, en Chine, le Parti Communiste Chinois organisait dans tout le pays d'importantes manifestations de soutien aux travailleurs français (notre photo), rassemblant entre autres plus d'un demi-million de personnes à Pékin.

On voit ainsi ce que recouvre cette «communauté de point de vue» dans la lutte contre les super-puissances, entre la Chine et la France. Dénonçons cette manœuvre de l'impérialisme français.

A BAS L'ENCERCLEMENT DE LA CHINE ROUGE

A BAS LES 2 SUPERPUISSANCES

A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS

la constitution du gouvernement de concorde nationale... ...une victoire du peuple lao

Meeting, à Vientiane, pour la paix et la concorde nationale

L'héroique peuple Lao vient de remporter une nouvelle et éclatante victoire contre l'impérialisme US. Le 14 septembre le Front Patriotique Lao et Souvanna Phouma ont si-gne le protocole d'accord de paix de février 73.

Ce protocole prévoit la constitution d'un gouvernement provisoire de Concorde Nationale de 25 membres. Il y a 15 ministres répartis entre les 2 parties. Le gouvernement doit préparer les élections en vue d'élire le Parlement définitif.

La Concorde Nationale répond au vœu du peuple Lao. Les manifestations (notre photo) dans les zones contrôlées par Vientiane contre la droite et l'impérialisme US étaient nombreuses. Toutes s'opposaient aux manœuvres de l'impérialisme US qui tentait de retarder la signature de l'accord. Toutes réclamaient la signature de l'accord.

20 ANNEES DE LUTTE HEROIQUE

Cette victoire est le fruit d'une lutte de 20 ans menée par le peuple Lao contre l'impérialisme US. Depuis près de 20 ans l'impérialisme US tente d'imposer son néo-colonialisme au Laos. Depuis 20 ans, le peuple Lao sous la direction du Pathet Lao, puis du Neo Lao Haksat, a lutté contre l'impérialisme US, combinant étroitement sa lutte à celles des peuples vietnamien et cambodgien. En février 73, après les formidables défaites que lui avaient imposées le peuple Vietnamien au Nord et au Sud, devant l'avance inflexible des Forces Armées Populaires de Libération nationale du Cambodge, malgré les raids de B52, après surtout les grandes victoires remportées par le peuple Lao à LAMSON contre les troupes de Thieu, et dans la plaine des Jarres en 72, l'impérialisme US devait ordonner à Souvanna Phouma d'accepter les propositions du Front Patriotique Lao, et cet accord prévoyait la constitution d'un gouvernement d'union nationale dans les 2 mois. L'impérialisme US a multiplié les manœuvres pour retarder la signature de l'accord. Au bout de 6 mois et 1/2 de lutte acharnée, l'accord est enfin signé.

LA CONCORDE NATIONALE AU LAOS

Le peuple Lao a toujours souhaité la paix, et la Concorde Nationale. L'impérialisme américain a toujours cherché à évincer les patriotes du gouvernement pour imposer son néo colonialisme. En 1964, l'impérialisme US a fomenté un coup d'Etat renversant le gouvernement d'Union Nationale établi à la suite des accords de Genève de 62 sur le Laos.

A cette époque, le gouvernement d'Union Nationale était composé de trois parties : la droite, les neutralistes et le Neo Lao Haksat. L'impérialisme américain voulait éliminer le Néo Lao Haksat, artisan de la lutte de libération Nationale du peuple Lao contre le colonialisme français et l'ingérence US. Il voulait gagner les neutralistes et isoler le Neo Lao Haksat pour établir sa domination coloniale.

Dans la réalité, les neutralistes ont rejeté le coup d'Etat dans leur grande majorité. Une poignée seule a accepté de se transformer en valets de l'impérialisme US, dont le chef de file était Souvanna Phouma. Souvanna Phouma a été le paravent de la droite : en se réclamant de sa qualité de « neutraliste », il a ouvert les portes toutes grandes aux agresseurs américains qui ont déchaîne contre le peuple Lao une guerre d'agression barbare avec des bombardements de B52 dès 1966.

ECHEC AUX MANŒUVRES DE L'IMPERIALISME US

La lutte acharnée du peuple Lao a arraché le masque neutraliste de Souvanna Phouma. C'est en qualité de représentant du gouvernement de Vientiane qu'il a dû négocier. Il est apparu comme le représentant de la droite soumise à l'impérialisme US. La 3e Force neutraliste de 1964 n'existe plus.

C'est pourquoi le gouvernement prévu par les accords sera bipartite. Tandis que Souvanna Phouma était chargé de négocier avec le Front Patriotique Lao, les impérialistes US incitaient certains de leurs valets à multiplier les incidents afin de retarder la conclusion de l'accord. A plusieurs reprises, le Front Patriotique Lao a dénoncé les complots de la droite laotienne. Loin d'affaiblir les positions du Pathet Lao, ces manœuvres ont excité la colère des masses laos dans les zones contrôlées par Vientiane, et les a incitées à exiger de plus en plus fermement, la signature de l'accord. Ces complots, ces luttes de clique qui en ont résulté (dont un des derniers épisodes a été le coup d'Etat raté d'août 73), et la lutte des masses ont contribué à affaiblir la droite.

Le Laos ne compte que 3 millions d'habitants mais l'écrasante majorité hait l'impérialisme US et ses valets. La volonté d'indépendance du peuple Lao l'a soudé pour faire face aux bombardements de B52 aux déportations massives, aux massacres de population perpétrés par les mercenaires payés par la CIA et les forces fantoches de l'impérialisme US.

Le peuple Lao écrit une page glorieuse de la lutte des peuples indochinois contre l'impérialisme US. Ses victoires ont contribué à souder l'unité des 3 peuples Indochinois. La signature de l'accord rend plus difficile encore la situation de l'impérialisme US en Indochine, à l'heure où le peuple Cambodgien développe son offensive sur tout le territoire.

Aujourd'hui le peuple Lao engage une lutte nouvelle pour sauvegarder son indépendance en éliminant le néocolonialisme. L'impérialisme US tentera par tous les moyens de se maintenir au Laos d'abord en sabotant les accords de Vientiane. Nul doute que le peuple Lao dans cette dure lutte, saura déjouer les manœuvres de l'impérialisme US comme il l'a fait dans le passé.

le livre d'a. peyrefitte "quand la chine s'éveillera... le monde tremblera..."

ATTAQUES HAINEUSES ET SOURNOISES CONTRE LE SOCIALISME

A. Peyrefitte a publié récemment un gros livre sur la Chine «QUAND LA CHINE S'EVEILLERA, LE MONDE TREMBLERA». C'est devenu rapidement un best seller. Soyons sûrs pourtant que ce ne sont pas les masses qui l'ont acheté, ne serait-ce qu'en raison de son prix, et du style de son auteur. S'il est malgré tout intéressant de l'examiner, c'est que Peyrefitte y donne le point de vue de la bourgeoisie sur la Chine, et que les principaux points qu'il y aborde se retrouvent à chaque émission de TV ou de radio commentant le voyage de Pompidou. Les porte parole de la bourgeoisie qui ont comme elle ignoré longtemps la Chine socialiste ou l'ont systématiquement dénigrée, surtout pendant la Révolution Culturelle, se retrouvent à peu près à l'unisson avec Peyrefitte.

UN LIVRE FONCIEREMENT ANTI-COMMUNISTE, MAIS QUI SE VEUT FAVORABLE A LA CHINE

Superficiellement, on pourrait croire que Peyrefitte est un grand admirateur de la Chine socialiste. En effet il tire son chapeau devant un certain nombre de réalisations, et devant les dirigeants du peuple chinois. Il montre son étonnement devant les «prouesses» des médecins qui réimplantent des membres arrachés ou pratiquent des opérations délicates sous anesthésie par acupuncture. La rapidité avec laquelle la Chine est passée de la bombe A à la bombe H est remarquable... Peyrefitte monte en épingles certains succès de la Chine socialiste, et les présente comme des miracles. Rendant l'hommage du vice à la vertu, il reconnaît que **«la misère a été vaincue»**. Là encore «c'est un miracle», car un rapport de la SDN disait en 1933 : **«Toutes les nations riches du monde joindraient-elles leurs efforts pour tirer la Chine de son marasme, elles n'y parviendraient pas»** Et il ajoute : **«l'observateur de la Chine qui conteste l'immense amélioration du sort des paysans et des ouvriers, des jeunes et des vieux depuis un quart de siècle, n'est pas de bonne foi»**.

Il est inutile de passer en revue tout ce qui suscite l'admiration de Peyrefitte, car la liste est longue. Par contre, il est important de voir comment il s'y prend pour rendre inoffensives les louanges qu'il chante.

D'une part il assortit la reconnaissance des faits d'un grand nombre de contre-vérités de ce genre : **«le Grand Bond en avant a été un échec»**, ou bien **«la révolution verte qui commence à donner jusqu'en Inde de si étonnants résultats reste à accomplir en Chine»**. Alors que chacun connait la misère des paysans indiens soumis périodiquement à la famine, aux inondations, et autres calamités naturelles, Peyrefitte n'a pas peur de mettre en balance les 2 systèmes, le système féodal de l'Inde et le système socialiste de la Chine Populaire.

Le but essentiel de Peyrefitte apparaît dans le dernier chapitre qui porte ce titre : **«l'Eveil de la Chine : un modèle ou un miracle ?»**. Il veut faire de la Chine une curiosité, une chose inexplicable pour un Européen. Pour cela il s'acharne à démontrer que ce qui s'est passé en Chine ne peut se passer que dans ce pays et nulle part ailleurs. Il s'y prend en 2 temps. D'abord, le «socialisme Chinois» n'est pas du socialisme, et ensuite, seul le peuple Chinois peut supporter untel régime.

Pour mieux nier le rôle du Parti Communiste Chinois et des masses, il reprend la théorie selon laquelle ce sont les grands hommes qui font l'histoire. Dans ce cas précis, c'est Mao, transformé en un nouveau Messie «empereur **rouge**» **«Avant 1911, l'empereur, qu'on appelait «fils du ciel», était déjà l'intermédiaire entre Terre et ciel. On priait l'empereur d'intercéder auprès de Dieu pour qu'il épargnat les épreuves, les fléaux, les catastrophes climatiques... Aux yeux de son peuple, n'est-il pas clair que Mao a su intercéder pour la Chine, et que le Ciel a répondu à ses prières ?»** Et il continue : **«La Révolution Chinoise s'est pas inscrite dans la sphère du rationnel, mais dans celle de la foi»**. **«L'ardeur révolutionnaire Chinoise est de nature religieuse»**. **«Ce système tout pétri de contraintes est transcendé par la foi»**. **«Le modèle Chinois est d'essence religieuse»**... Mao Tsé Toung n'est donc pas un marxiste-léniniste mais un mystique, et seul un peuple arriéré, **«resté au stade prélogique»**, comme il dit, peut accepter un tel régime. Comment voulez-vous que les Français s'adonnent à un tel ridicule, quand la France est le pays de la raison... !

Pour justifier autrement sa position, Peyrefitte met en avant que les masses chinoises étaient surexploitées avant la Libération, et qu'on peut alors comprendre qu'il y ait eu une Révolution en Chine. Bien sûr, chacun sait que les masses françaises ne sont pas exploitées...

Il utilise enfin l'argument bourgeois par excellence : la liberté. Il veut bien admettre que le peuple Chinois vit mieux, mais à quel prix, selon lui... Présent à chaque page d'une façon sournoise, cet argument est à lui seul le thème de 3 chapitres aux titres claires : **«Le sacrifice des libertés»**, **«les esprits courbés»**, **«les fugitifs de Hong Kong et de Macao»**. Une fois de plus, seul le peuple Chinois peut supporter cela : **«il ne s'en suit pas ce que les masses soient hostiles au régime, un régime qui a transformé leur vie... Les siècles les avaient habitué à une soumission qui confinait à l'esclavage ; l'inflexible rigueur du système doit leur paraître douce par rapport à la féodalité sous laquelle elles peinaient»**. Que d'hypocrisie, car enfin, quelle est la liberté en France des exploités qui n'arrivent même pas à vivre, des immigrés qui connaissent une répression fasciste, des révolutionnaires à qui la bourgeoisie prétend interdire de s'organiser... La liberté vantée par la bourgeoisie, c'est sa liberté d'opprimer....

Sur tous ces points, les marxistes léninistes doivent rétablir les faits. Le véritable artisan des victoires de la Chine, c'est le peuple Chinois et le PCC. S'il est vrai que la ligne suivie par le Parti Communiste Chinois n'est pas une copie de celle du Parti Communiste Bolchevik, cela ne signifie pas que la pensée Mao Tsé Toung est en contradiction avec le marxisme léninisme, mais qu'il a su adapter la vérité universelle du marxisme léninisme à la réalité Chinoise. C'est le PCC qui a, à chaque étape, montré la cible à toucher : l'impérialisme et le féodalisme d'abord, puis après la Libération, il a su mener la lutte contre les tentatives de restauration du capitalisme. Et cela non parce que Mao Tsé Toung est « inspiré », mais parce que le PCC est armé de la théorie révolutionnaire. Le socialisme n'est pas né naturellement en Chine, parce que tout était prêt pour le recevoir, mais parce que le PCC a su analyser concrètement la situation et définir les moyens pour la transformer.

POURQUOI LA BOURGEOISIE PRESENTE-T-ELLE LA CHINE AINSI ?

Nous avons vu que d'un côté elle reconnaissait un certain nombre de succès et que de l'autre elle cachait l'essentiel.

Comme nous l'avons dit plus haut, la bourgeoisie française tente de se rapprocher de la Chine pour des raisons diplomatiques, et non parce qu'elle devient l'amie réelle d'un pays socialiste. Dans ces conditions, elle ne peut faire autrement que présenter la Chine sous un aspect favorable.

D'un autre côté, elle profite de l'occasion pour éloigner les masses françaises de toute perspective de prise de pouvoir par les armes, en transformant un véritable pays socialiste en une aimable curiosité exotique, inexplicable et inexpliquée. Cette campagne du sourire s'articule parfaitement avec les campagnes **«anti-soviétiques»** dont le but est clair : faire croire systématiquement, que le socialisme c'est les pays de l'Est. L'URSS sert de repoussoir aux aspirations des masses pour le socialisme, et en présentant comme elle le fait la Chine, la bourgeoisie prévient la sympathie qu'elle inspire en France.

Au passage, la bourgeoisie tente de ridiculiser ceux qu'elle appelle «maoistes» et qui seraient plus « maoistes » que Mao Tsé Toung. Il est vrai que certains se réclament de lui et n'ont rien à voir avec la théorie marxiste-léninisme, mais la bourgeoisie fait là un amalgame facile entre les pitres qui rabachent un catéchisme et les véritables marxistes léninistes. En fait, elle ne s'y trompe pas, et connaît le danger le danger qui la menace. Si elle a interdit le PCMLF, si elle fait systématiquement le silence sur ses activités, c'est qu'elle craint que les marxistes léninistes conséquents continuent dans la voie qu'ils se sont tracés : appliquer la théorie marxiste léninisme, la pensée Mao Tsé Toung à la situation de la France, tirer les leçons que doivent à tous les révolutionnaires du monde l'expérience de la Chine, pour renverser la bourgeoisie française et construire le socialisme.

nouvelles agressions sionistes...

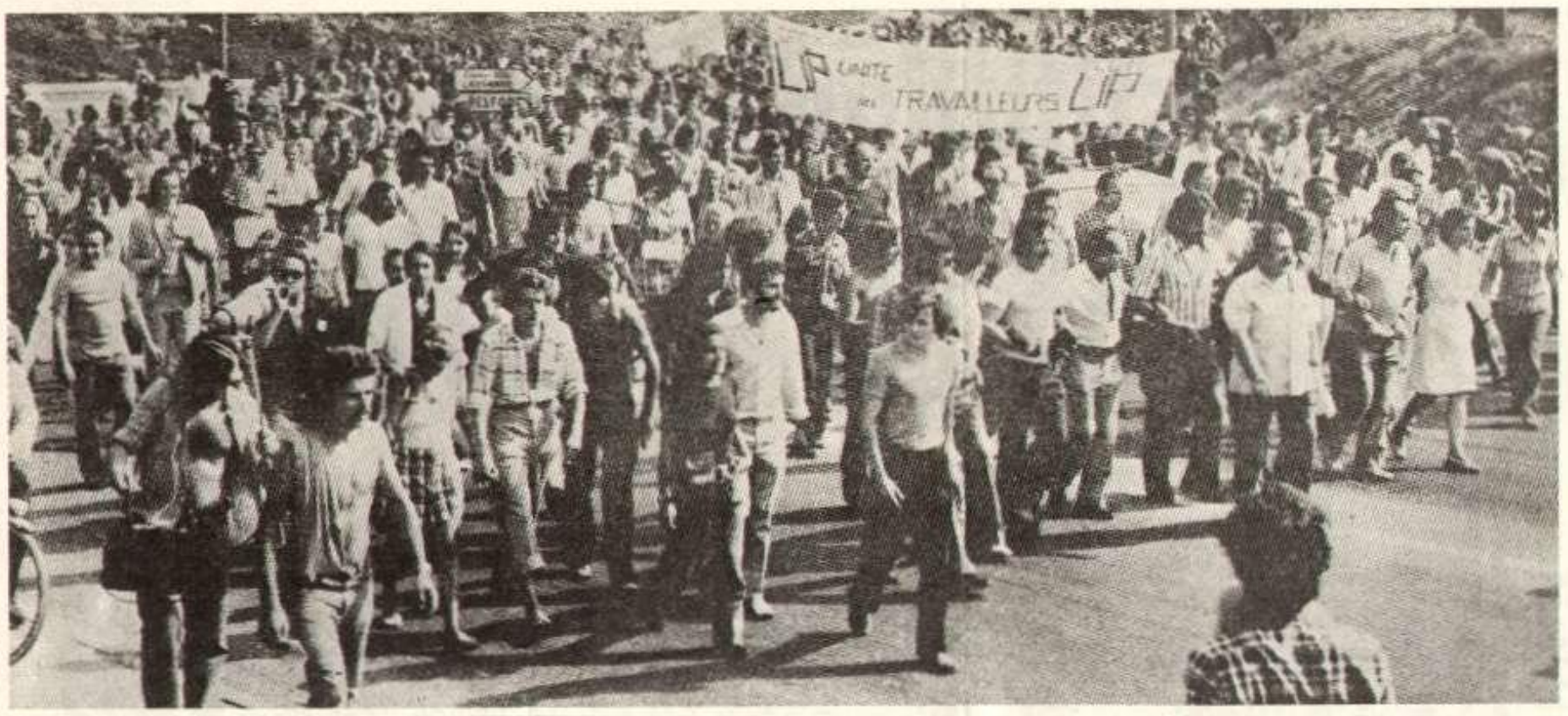
Le 13 septembre, l'aviation sioniste a délibérément attaqué la Syrie. Des installations militaires et des avions ont été bombardés au sol, à 230 km à l'intérieur des frontières syriennes. Pendant 3 heures, 64 avions sionistes ont livré combat contre les avions syriens au-dessus de la Syrie et du Nord-Liban.

Israël a déjà lancé plusieurs fois des raids à l'intérieur des frontières des pays arabes, en Egypte, au Liban. Mais c'est la première fois, depuis juin 67, que les sionistes déploient de telles forces pour s'enfoncer aussi profondément à l'intérieur des pays arabes.

C'est une nouvelle preuve de la nature agressive de l'Etat sioniste d'Israël. Israël occupe déjà une partie de la Syrie, le plateau du Golan, et de tels raids laissent prévoir qu'Israël envisage de nouvelles agressions.

Autre manifestation de la nature agressive d'Israël, la déclaration faite le 20 juillet par l'ancien chef de l'armée sioniste en juin 67 et ancien ambassadeur à Washington, Rabin : «La conscience grandit et se cristallise aux Etats Unis que dans un cas extrême, il est permis au monde civilisé de prendre le contrôle par la force des sources de pétrole. Les experts aux Etats Unis disent de plus en plus ouvertement que si certains régimes de type moyennâgeux ont réellement l'intention de mettre en danger le pétrole nécessaire à des centaines de millions de gens du monde civilisé, il sera possible à l'occident de franchir ce pas en vue de prévenir cela ».

Voilà bien la preuve du rôle que l'impérialisme fait jouer à Israël dans le monde arabe : son principal pion, celui sur lequel il s'appuie pour maintenir et renforcer sa domination sur les peuples arabes et piller les richesses de leur pays.



surprise des ouvriers de lip au stand de la fête de l'huma!

Les révisionnistes vendaient des montres... mais ce n'était pas des LIP... C'étaient des montres achetées à de petites entreprises du Haut Doubs. Les ouvriers de Lip protestent. Les révisos du Doubs pour les calmer veulent les inviter à boire un coup. Un candidat aux cantonales de Besançon Wagneron, va même jusqu'à les inviter à manger... Refus net des ouvriers. A l'assemblée générale du lendemain, ils protestent contre l'attitude du P«C«F et condamnent sa manœuvre pour respecter la loi.

Correspondant Besançon

lip

334 licenciements déqualification

A BAS LE PLAN GIRAUD.

Au cours de cette semaine, la tactique de la bourgeoisie que nous dénonçions la semaine dernière, s'est encore précisée face aux mots d'ordre sur lesquels les travailleurs sont en grève depuis 4 mois et que nous soutenons : PAS DE LICENCIEMENT, PAS DE DEMANTELEMENT, MAINTIEN DES AVANTAGES ACQUIS.

Face à la détermination des ouvriers, la bourgeoisie semblait avoir reculé en proposant : un plan qui éviterait la séparation totale entre 3 sociétés. Une société pivot : l'horlogerie (présidée par Giraud) louerait le secteur armement à Palente et le secteur (machine-outils d'Ornans) à 2 autres sociétés. Les ouvriers travaillant à Besançon, auraient 1 seul comité d'entreprise, 1 comité central d'entreprise chapeauterait les 2 sociétés de Besançon et celle d'Ornans. Il s'agit en fait d'une solution juridique à laquelle la bourgeoisie a été acculée par la combativité des grévistes de LIP, mais qui dans son application laisse le champ libre à toutes les manœuvres. Le directeur de SPEMELEC une des « sous-sociétés » a d'ailleurs lâché le morceau en annonçant lundi dernier qu'il ne pouvait garantir au-delà d'une courte période ni la sécurité de l'emploi, ni le maintien des avantages acquis...

»En plus, la bourgeoisie reste ferme sur les licenciements. Giraud a maintenu le chiffre de 334 licenciements, chiffre voisin du plan d'EBAUCHE SA, confirmé par la suite par le plan Charbonnel. Giraud par ailleurs, reprend le plan d'EBAUCHE SA qui voulait faire de LIP un atelier de montage de montres avec surtout des O.S. Ainsi, il a énoncé la liquidation du secteur mécanique : les ouvriers menacés de licenciement sont parmi les plus qualifiés : il leur sera impossible malgré les belles phrases de Giraud de retrouver le moindre travail sur la région.

Pour faire aboutir ses plans, la bourgeoisie n'hésite pas à recourir au plus ignoble chantage :

— elle a ordonné au tribunal de bloquer le compte bancaire de LIP où étaient versées les collectes de solidarité soit 60 millions d'AF. Aux syndicats qui protestaient en réclamant de plus que soient versés aux ouvriers la Sécurité Sociale, Giraud a répondu : « pour l'instant, on ne peut vous donner satisfaction, mais les choses s'arrangeraient si les négociations avançaient ».

— Le syndic a menacé de vendre rapidement les biens de la société LIP en cas d'échec de la négociation.

Les syndicats ont déclaré rester fermes sur le problème des licenciements, mais ils ont déclaré aussi être prêts à accepter des « mutations » à l'intérieur de l'usine. En clair, ils acceptent d'ores et déjà, le plan de déqualification de la bourgeoisie.

Les ouvriers eux restent déterminés à aboutir. Ils n'en sont pas à leur 4e mois de grève pour reprendre le travail sur le plan Giraud qui ressemble comme un frère au plan d'EBAUCHE SA, qui a déclenché leur lutte. La bourgeoisie tente de faire croire que la volonté de lutte des grévistes commence à s'émousser. Les ouvriers de LIP déçus par la manif organisée le 7 septembre à Paris, par les révisionnistes, qu'ils ont ressentie comme un échec, ont demandé qu'ait lieu une marche sur Besançon le 29 septembre pour soutenir leur lutte. Le maire « socialiste » Monjoz de Besançon, a à nouveau montré son visage de -social-traître- il a écrit aux syndicats à Séguy et Maire, de renoncer à cette marche au nom... de la défense de l'ordre public... Vendredi 14 septembre, les ouvriers ont organisé une riposte au blocage du compte de solidarité : la quasi totalité des ouvriers (1000) de LIP a manifesté dans la ville. Ils sont allés devant le tribunal exiger le déblocage du compte, devant la sécurité sociale exiger le remboursement des dépenses médicales. Malgré le frein de certains délégués, ils sont montés dans les étages de la Sécurité Sociale. C'est la une riposte cinglante aux manœuvres de chantage de la bourgeoisie... De plus les ouvriers de LIP viennent de recevoir l'appui des ouvriers de KELTON qui ont déclenché une grève contre leurs conditions de travail, celles que voudraient faire subir aux ouvriers de LIP la bourgeoisie par son plan Charbonnel-Giraud.

kelton lip même combat!

Les OS à la pointe du combat. Jeudi matin plusieurs ateliers sont venus trouver les délégués CFDT et CGT en leur disant : « **on en a marre des salaires de misère, des cadences, des petits chefs. On se met en grève** ». Kelton fabrique des montres et des machines de précision. Il y a 2600 salariés avec une très forte proportion d'OS surtout des femmes et des jeunes, beaucoup de travailleurs portugais, espagnols, mais l'écrasante majorité est constituée de femmes venant tous les matins par car des alentours de Besançon (de la campagne). Les cadences sont dures, les salaires sont de misère (une travailleuse qui y est depuis 12 ans gagnait 5,12 F de l'heure de salaire de base), et les patrons savent diviser le personnel (sur une chaîne pas une femme ne gagne pareil, et les femmes gagnent moins que les hommes).

Le mécontentement grondait depuis quelque temps. Aussi à l'assemblée générale de 14 h 30 du jeudi, la grève est décidée par plus de 2000 travailleurs. Les revendications viennent toutes seules :

— pour les OS : 5,20 F minimum et les 6,25 % d'augmentation prévue

— réduction des cadences

— A travail égal, salaire égal (égalité des sexes, pas d'abattement d'âge)

— 50 c d'augmentation pour tous.

Les délégués se rendent avec le cahier de revendications auprès du patrons mais celui-ci « **doit-il, demander des instructions aux USA, cela prendra une dizaine de jours** ». Pendant l'entrevue, les familles qui sont toujours en AG dans la cantine, viennent de temps en temps taper aux fenêtres pour montrer qu'elles sont là. Les délégués sortent, rien de neuf. Les travailleurs décident de continuer le combat.

Le vendredi matin, 7 h 25, AG dans la cantine : il y a beaucoup de monde : toute l'horlogerie, le chamage, le plaquage... « **On doit continuer la grève** » disent les femmes en blouse jaune et les hommes. « **Nous maintenons nos revendications** ». 80 % de grévistes... Pour faire débrayer ceux qui restent sur les chaînes et dans les bureaux et pour démontrer aux chefs notre force, on décide de passer dans tous les ateliers et les bureaux. L'après-midi, nous avons défilé dans toute la zone industrielle : les travailleuses ont fabriqué elles mêmes avec du carton leur banderole. Des travailleurs de LIP sont venus par solidarité se joindre à notre cortège.

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE KELTON

IMPOSONS NOS REVENDICATIONS
LIP-KELTON SOLIDARITE

Correspondant Besançon

le 15 octobre 5 millions 1 000 abonnés nouveaux

le colis du militant 50F

Pour la somme de 50 F (frais de port compris), FRONT ROUGE offre à ses lecteurs les ouvrages suivants classiques du marxisme-léninisme :
— Le Manifeste du Parti Communiste (MARX - ENGELS)
— Salaire, prix, profit (MARX)
— L'état et la révolution (LENINE)
— L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (LENINE)
— La maladie infantile du communisme (LENINE)
— Les principes du léninisme (STALINE)
— Les 5 essais philosophiques (MAO TSE TOUNG)
— Les écrits d'Ho Chi Minh (HO CHI MINH)

Avec en supplément : les 2 premiers numéros d'OCTOBRE
— « 44-47 : Le PCF au gouvernement »
— « Le trotskisme contre la révolution prolétarienne armée »

Avec encore : un abonnement de 3 mois à FRONT ROUGE Si vous êtes déjà abonné, indiquez le nom d'un ami que vous souhaiteriez voir recevoir le journal.
PASSEZ VOS COMMANDES. PAS UN CERCLE FRONT ROUGE SANS SON COLIS
(versement au CCP Front rouge 31 191 14 La Source)

en vente: les brochures front rouge

- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord. 1 F.
- l'intérim : organisation et exploitation du chomage 2 F.

ajouter 0,50 f, par brochure pour le port

demande de contact

Nom _____ **Prénom** _____

Adresse _____

Profession _____

envoyez cette demande à:
FRONT ROUGE BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous
Front rouge CCP 31 191 14 La Source

FRANCE

Pli normal — 1 an : 40 F. — 3 mois : 10 F.

Pour l'étranger écrire au journal qui complètera le tarif

Pli fermé — 1 an : 80 F.

abonnement 3 mois : 10F

POUR UNE FORMATION BOLCHEVIQUE

l'établissement des intellectuels communistes

Ce que nous appelons «l'établissement des intellectuels», c'est l'envoi dans les usines des intellectuels qui s'embauchent comme ouvriers pour mener le travail communiste. Le recours à l'établissement intervient dans notre pays pour résoudre la contradiction existant entre la nécessité d'implanter les forces marxistes léninistes dans la classe ouvrière, force dirigeante et principale de notre Révolution, et la présence au début du développement de ces forces d'une part importante d'intellectuels dans leurs rangs.

Le témoignage que nous publions est celui d'un camarade qui s'est établi il y a déjà plus de 5 ans. A travers son récit, on peut voir d'une part, les différentes difficultés que doit vaincre un intellectuel quand il s'établit, et à la fois comment les progrès de la ligne politique dans la définition des tâches des communistes aujourd'hui, permet de préciser qui doit s'établir, quel travail il doit mener... L'expérience de ce camarade qui porte sur une longue période, permet aussi de se faire une idée de la ténacité et du travail prolongé qui est demandé à chaque militant communiste.

«Je suis arrivé à X... au lendemain de mai 68, avec un groupe de camarades : comme de nombreux jeunes militants intellectuels ouverts à la politique par mai 68, et désirant faire la Révolution, nous arrivions avec en tête de propager le marxisme léninisme dans la classe ouvrière, sans évidemment maîtriser à l'époque ce que cela voulait dire précisément. Nous n'étions pas à l'époque en contact avec le Parti Marxiste Léniniste. Nous nous sommes la plupart embauchés comme ouvriers sur le port comme dockers ou sur les chantiers.

Dès le départ, les premières difficultés apparaissent : il faut apprendre à travailler, ce qu'on ne sait pas faire. Et ça se voit. On s'en tire plus ou moins bien suivant les camarades. D'autre part, dans le travail politique on fait de grosses erreurs : sous prétexte de mener un travail ouvert, large, on discute politique avec n'importe qui ; on déballe au casse croute notre matériel de propagande devant tout le monde ; les gars étaient assez étonnés de nous voir distribuer sans aucune précaution en plein boulot «la Chine en construction» ou des «petits livres rouges». Surtout qu'on était pas connus et qu'ils voyaient assez facilement qu'on était pas de X...Après ils étaient plutôt méfiants à notre égard, et ils craignaient la répression qu'on risquait de faire abattre sur eux. D'ailleurs pour nous une telle pratique aboutissait rapidement aux licenciements. Avec une telle manière de travailler, on arrivait finalement à peu de résultats, et cela n'était pas dû seulement à la ligne de politique suivie à l'époque. Malgré cela ces premiers mois nous avaient permis d'abord d'arriver à une connaissance directe de ce que c'est que la classe ouvrière, son exploitation, ce qui est nécessaire pour un intellectuel qui veut faire la Révolution. D'autre part, d'avoir de bons rapports avec les travailleurs : en rectifiant les erreurs du début, en évitant d'apparaître comme un tire au flanc au boulot, d'être toujours en retard, comme cela pouvait être le cas au début, on a pu avoir de bons rapports avec nos camarades de boite, et c'était important pour l'avenir de notre travail.

Mais la faiblesse des résultats obtenus entraine vite un certain découragement chez des camarades de notre groupe. Arrivant pour travailler avec une certaine conception idéaliste de la classe ouvrière qui spontanément serait révolutionnaire, ces camarades découvrent le poids de l'idéologie bourgeoise et du révisionnisme sur elle.

Ils en tirent rapidement la conclusion que la classe ouvrière n'est pas révolutionnaire, qu'elle mettra trop de temps à «bouger». Poussant jusqu'au bout leur raisonnement, ils abandonnent le travail en usine à X... et retournent poursuivre leurs études à l'Université. «Les étudiants «bougent» plus vite!...»

Pour ma part je reste : d'abord parce que les difficultés rencontrées n'ont pas entamé ma conviction que la classe ouvrière est la force dirigeante de la révolution à accomplir, et que c'est vers elle qu'il faut avant tout faire de la propagande. Ensuite, je ne vis pas ce que j'aurais à gagner à poursuivre des études qui me mettent soit de l'autre côté de la barrière si je trouve un boulot dans l'industrie, soit à l'écart de la réalité sociale si je vais enseigner.

Mais cette décision ne met pas un terme aux difficultés que nous allons rencontrer. Parce que dans notre apprentissage un autre travers nous guette : voir dans toute manifestation de la révolte des travailleurs, la preuve d'une conscience révolutionnaire déjà développée. Et ce travers connaîtra un certain développement à X... ne faisant que répéter ce qui se passe à l'époque dans toute la France avec les établis de la «cause du peuple». La conséquence d'une telle bévue est simple : cela revient à limiter le travail révolutionnaire à la simple répétition de ces mouvements de révolte qu'on observe dans les entreprises. C'est la période des baffes aux petits chefs, des sabotages sur la chaîne ... réinventant ou plutôt copiant ce qui existe dans le mouvement ouvrier depuis sa naissance. Cela se conjugue avec un ouvriérisme foncier. A X... des camarades vont rejoindre la «cause du peuple» sur ces bases et nous quitteront. J'ai refusé de les suivre car sans avoir une vision claire du travail révolutionnaire à accomplir, je voyais bien le peu de perspectives qu'offraient aux travailleurs ces établis.

Ainsi en quelques mois, j'avais pu faire l'expérience de 2 déviations qui guettaient l'intellectuel communiste qui veut s'établir. Déviations d'ailleurs entre lesquelles il oscille : combien de jeunes intellectuels établis par la «cause du peuple» dans les années 69-70, ont, après avoir joué à la «guerilla» quelques mois dans l'usine, renonçant à tout travail dans la classe ouvrière.

Bien sûr la lutte idéologique contre ces conceptions erronées ne fournit pas la clef du travail communiste dans les entreprises. Le poids de l'opportunisme, les illusions anarcho-syndicalistes ont entravé le mouvement marxiste léniniste ont longtemps empêché le développement d'une force communiste réelle dans les entreprises, aussi bien à partir des camarades établis que des camarades ouvriers. Nous l'avons bien vu à X... Aujourd'hui, la ligne stratégique des marxistes-léninistes, la tactique qu'ils ont élaboré de reconquête des syndicats avec l'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE fournit une cible précise au travail dans les usines, et rend possible le développement d'une force communiste à l'intérieur des entreprises.

Aussi une politique d'établissement peut-elle être, compte tenu des expériences passées, mise en œuvre pour appuyer l'application de cette ligne. Nous savons qu'il faut choisir soigneusement les camarades qui vont s'établir, en fonction des qualités qu'ils révèlent dans le travail de masse en direction de la classe ouvrière. Nous savons qu'il faut éviter de mettre trop de forces sur cette question de l'établissement, alors que le travail à l'extérieur de l'usine (quartiers, CET, affirmation des marxistes-léninistes en tant que force politique sur la ville) conditionne aussi les progrès à l'intérieur de l'usine.

Bref l'établissement devient un moyen, et pas le seul, pour faire pénétrer la ligne des marxistes léninistes dans la classe ouvrière.

LE CC DU P"C"F :

Les derniers événements sont venus confirmer l'analyse que nous faisions la semaine dernière de la tactique actuelle des révisionnistes (P«C»F) et de la CGT : tenter d'utiliser pour leurs buts électoraux la grande combativité des travailleurs pourtant déçus par les dernières élections. Comme la prochaine échéance électorale n'est qu'en 76, les révisionnistes déclarent possible de la rapprocher en s'appuyant sur la pression des travailleurs et dans son rapport au Comité Central du P«C»F du 13 septembre, Marchais n'hésite pas à énumérer toute une série de « mesures immédiates » pour faire face à la crise, comme si la « gauche » allait arriver au gouvernement très bientôt. Avec ces « perspectives », les révisionnistes entendent détourner les luttes ouvrières de la voie révolutionnaire.

Tenant compte de la combativité des travailleurs, les révisionnistes veulent apparaître comme les défenseurs des luttes, qui n'hésiteraient pas à préparer de grands affrontements de classe avec la bourgeoisie. « **Les événements semblables à ceux qui précédèrent Mai 68 existent incontestablement dans la situation actuelle** » déclarait Séguy vendredi dans une interview au Monde où il ne craignait pas d'ajouter : « **Nous ne sommes pas des dogmatiques du légalisme** » laissant entendre que les dirigeants révisionnistes soutiennent toutes les formes de lutte dans lesquelles s'engage la classe ouvrière.

Mais en réalité la direction de la CGT pas plus que le P«C»F n'ont changé de point de vue, ils restent fermement opposés à toute perspective révolutionnaire, le dernier comité Central du P«C»F est éloquent à ce sujet. Après que Marchais dans son rapport ait indiqué comme Séguy : « **Les difficultés des travailleurs, des masses populaires atteignent un tel degré, que jamais la nécessité d'un changement réel et profond de politique n'est apparue avec autant d'évidence aux yeux d'un nombre sans précédent de français... c'est tout simplement cette situation qui nous conduit à estimer qu'il ne faudra peut-être pas attendre l'échéance électorale fixée par le calendrier** », il souligne que seules les élections donnant la majorité au programme commun peuvent améliorer le sort des travailleurs, il rappelle d'ailleurs que le P«C»F a ces temps ci pour principale préoccupation les prochaines élections cantonales qui seront « **l'occasion de hâter la victoire du programme commun** ». Donc rien de changé sur le fond, sur la voie à suivre.

Cependant les révisionnistes peuvent adapter habilement leur attitude par rapport aux luttes des travailleurs.

Dans certains cas, leurs contradictions avec les revendications des ouvriers restent flagrantes. Ainsi alors qu'à LIP la CGT ne s'oppose pas ouvertement au mot d'ordre des travailleurs : « **Pas de licenciement, pas de démantèlement, maintien des avantages acquis** », Marchais dans son rapport propose pour « résoudre » la question du chômage les recettes révisionnistes habituelles : l'interdiction de tout licenciement **sans reclassement préalable**, la « **soumission au Comité d'entreprise de tout projet de licenciement, avec droit pour celui-ci de suspendre la décision dans l'attente que les juridictions du travail se prononcent** », autrement dit participation directe des syndicats aux mesures de licenciement. Autre exemple : Marchais s'en tient au salaire minimum à 1100 F, alors que depuis des mois, des travailleurs de plus en plus nombreux réclament au moins 1500 F. Mais les révisionnistes peuvent sans doute rectifier le tir en ce domaine s'ils le jugent nécessaire devant une intense montée des luttes, comme ils viennent de le faire par rapport aux grèves de travailleurs immigrés contre la campagne raciste de la bourgeoisie. Voici moins de 15 jours, à la veille de la grève des travailleurs immigrés dans le sud de la France la CGT condamnait cette action, la dénonçant comme « provocatrice ». Quelques jours après cette grève massivement suivie, ils rectifiaient soutenant et appelant à la grève des immigrés dans la région parisienne de vendredi dernier. Aujourd'hui avec la CFDT et la FEN, ils annoncent une journée nationale « contre le racisme ». Cela illustre on ne peut mieux la démagogie des révisionnistes, leur volonté d'utiliser les travailleurs comme masse de manœuvre pour faire pression en vue d'arriver au gouvernement. Les travailleurs refuseront de se laisser berner en s'organisant dans l'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE.

résolution du groupe d'initiative pour la création de l'opposition syndicale révolutionnaire

Le groupe d'initiative pour l'organisation de l'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE (O.S.R.) prend position contre la ligne politique des directions syndicales révisionniste et réformiste dans la CGT et la CFDT, contre le dévoiement vers lequel ils veulent aiguiller les luttes de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, les luttes de la classe ouvrière prennent une grande ampleur, comme en témoigne la mobilisation pour le soutien à LIP pendant les congés.

Les directions des centrales syndicales CGT et CFDT se trouvaient dans une impasse au lendemain des législatives. Que proposer à la classe ouvrière avant 1976?

C'est ainsi que les luttes de la classe ouvrière qui se sont développées après cet échec, les révisionnistes ont été incapables de les freiner et de les orienter vers leur but. Ex : Renault, Peugeot, etc...

C'est pourquoi aujourd'hui par la bouche de Séguy et de Marchais ils veulent reprendre le contrôle des luttes de la classe ouvrière. Ils parlent de situation similaire à celle de mai 68, devant déboucher de façon légale sur des élections législatives anticipées permettant l'arrivée au pouvoir des partis de «gauche» pour l'application du programme commun. Toujours le même but, dévoyer les luttes résolues des travailleurs pour des fauteuils ministériels pour être les nouveaux gestionnaires des capitalistes.

Au contraire, le groupe d'initiative pour l'organisation de l'O.S.R. veut redonner aux luttes leurs véritables perspectives révolutionnaires. Car ce n'est pas un changement d'équipe gouvernementale que veut la classe ouvrière, mais bien le renversement du pouvoir des capitalistes, la fin de l'exploitation, de l'homme par l'homme, le socialisme.

L'histoire de la classe ouvrière dans notre pays, berceau de la Commune de Paris, montre que jamais la bourgeoisie n'a hésité à employer le fusil.

Aucun pays n'est allé pacifiquement par un bulletin de vote, vers la voie sans épines du socialisme. Le crime des directions syndicales révisionniste et réformiste, c'est de répandre des illusions pacifistes dans la classe ouvrière.

pour le report de l'échéance du 30 sept pour l'abrogation de la circulaire fontanet

JOURNEES D'ACTION LES 29 ET 30 SEPT.

La réunion de la coordination nationale des CACF, la première depuis la rentrée des congés s'est tenue. Elle a fait d'une part, le point sur la situation actuelle, ce que la bourgeoisie réserve aux travailleurs immigrés, les luttes que les travailleurs immigrés ont commencé à engager, et les tâches que cette situation dicte aux CACF.

* * *

La réunion a d'abord constaté que la situation de juin dernier où la bourgeoisie jugeait utile de prendre les mesures Gorse était révolue. Il s'agissait là d'un recul de la bourgeoisie face à la perspective d'une généralisation des grèves d'usine contre la circulaire Fontanet et pour la régularisation ; Mais il s'agissait aussi de mesures temporaires qui reculaient l'application stricte de la circulaire Fontanet jusqu'au 30 septembre, d'une tentative de désamorcer la lutte.

Pendant cette période, les travailleurs ont eu les yeux fixés sur les dossiers et la possibilité de se faire régulariser. Les perspectives d'organisation de grandes luttes ont été réduites. Les CACF ont cependant poursuivi leur travail quotidien tout en préparant les luttes d'après le 30 septembre.

— Ils ont préparé l'avenir en commençant à implanter les CACF d'usine, à élaborer les cahiers de revendications dans les entreprises, comme le CACF de Villeurbanne.

— Ils ont établi une liaison très large avec les travailleurs immigrés en intervenant sur les questions de logement, questions liées de près au contrôle de l'immigration et à la circulaire Fontanet. Cela a été le cas à Feyzin où le CACF a organisé la lutte contre la destruction du bidonville, à Dunkerque, où une grève des loyers a été déclenchée dans un foyer, à Caen, où le CACF soutient et aide les travailleurs à lutter contre les expulsions dans un foyer.

* * *

La réunion a constaté que la tactique juste suivie dans cette période de reflux devait radicalement se transformer. Une nouvelle période de grandes luttes contre les crimes racistes, contre les expulsions de France, contre la circulaire Fontanet et son application contre les grèves, a commencé.

La bourgeoisie en déclenchant une flambée raciste a tenté d'opposer ouvriers français et immigrés. Elle n'y a réussi que très superficiellement. En fait, en cherchant à intoxiquer l'opinion et à terroriser les travailleurs immigrés, elle avait un objectif encore plus fondamental : justifier et permettre une application rigoureuse de la circulaire Fontanet, un contrôle strict de l'immigration. Dans une période de luttes dures de l'ensemble de la classe ouvrière, elle a besoin plus que jamais de cette arme anti-grèves que constitue la circulaire Fontanet. Elle prépare actuellement toutes les conditions nécessaires à de massives expulsions passé le 30 septembre :

— La bourgeoisie a déjà engagé des procédures d'expulsion. A Fos, un ex-gréviste de la faim a reçu son arrêté d'expulsion pour le 22 septembre.

— La bourgeoisie n'a d'ailleurs pratiquement pas appliqué les mesures Gorse. Les régularisations se sont fait au compte goutte et impressions contre un travailleur immigré qui avait fait la grève de la faim pour qu'il donne les adresses de ses camarades. A Orléans, ils ont pris le prétexte de l'incendie de quelques baraquements d'un bidonville pour vérifier l'identité de l'ensemble des habitants du bidonville.

Affiche Front Rouge : Passez vos commandes.

— Les flics ne se gênent pas pour déclarer que des mesures rigoureuses seront prises contre les irréguliers le 30 septembre. La préfecture de Moselle l'a annoncé tel quel dans un communiqué paru dans le Républicain Lorrain du 6.9.73.

— Les rafles de travailleurs immigrés, les contrôles policiers se sont multipliés en vue de recenser les immigrés en situation irrégulière. A Lille, sous prétexte de « maintien de l'ordre public » les flics régulièrement organisent rafles et contrôles d'identité dans le quartier immigré, mitraillette au poing. A Lille encore, les flics ont multiplié les faitement. Certains travailleurs en situation « irrégulière » n'ont pas obtenu de carte de travail, le contrat de travail en tient lieu, beaucoup attendant depuis longtemps une convocation à une visite médicale pour y avoir droit ; d'autres ont dû passer des tests pour savoir s'ils étaient aptes à travailler. La plupart se retrouvent dans la même situation qu'avant les vacances, ou avec un récépissé provisoire de 3 mois. Ce sont les travailleurs intérimaires qui sont dans la situation la plus difficile.

Face à cette offensive d'envergure de la bourgeoisie, les travailleurs immigrés sont déjà simultanément entrés en lutte.

Alors que le gouvernement tunisien, Bourguiba soi-même, avait profité du retour des travailleurs tunisiens au pays pour les chapitrer et les inciter à se laisser exploiter sans rien dire.

Alors que les syndicats et partis réformistes français, soutenus par l'Amicale des Algériens s'y opposaient en les condamnant, les grèves spontanées déclenchées à Marseille, à La Ciotat, à Aix, à Toulon, contre les crimes racistes (ainsi que les grèves partielles dans certains chantiers, dans certaines usines de banlieue à Paris le vendredi 14) montrent que les travailleurs immigrés n'ont nullement l'intention de se laisser museler sans riposter énergiquement. Elles prouvent que par rapport aux grèves de la faim de janvier 73 la lutte s'est élevée en conscience politique. Elles offrent, comme forme de lutte, de grandes possibilités d'unité entre les travailleurs immigrés et français.

La coordination nationale des CACF a bien souligné qu'il ne s'agissait encore que d'un prélude aux grandes luttes qui ne vont pas manquer de se dérouler contre les expulsions et *que les CACF devaient préparer et organiser ces luttes.*

* * *

Les CACF se sont fixés leurs nouvelles tâches dans ce sens.

— mener une large campagne d'explication de la Circulaire Fontanet, au sens de la campagne raciste, des moyens de lutte contre les expulsions.

— organiser la riposte immédiate du tac au tac, répondre à la colère des masses, à leur volonté de lutte en cas de crime raciste, d'expulsions... : grèves d'usine, manif de protestation, etc...

Le but en est clair : organiser les masses contre l'échéance du 30 septembre, pour l'abrogation de la Circulaire Fontanet ; préparer les futures luttes contre les expulsions.

Les CACF se sont fixés dans cette perspective comme tâche principale l'intervention sur les usines, lieu privilégié d'unité entre ouvriers français et immigrés. Ils vont étendre et intensifier l'élaboration des cahiers de revendications, ils vont populariser les premières grèves déclenchées début septembre. Ils interviendront avant tout dans les usines où les travailleurs sont le plus menacés, là où les intérimaires, les « irréguliers » sont les plus nombreux.

Cette large mobilisation doit culminer au cours des journées nationales que les CACF ont décidé d'organiser les 29 et 30 septembre, date de l'échéance des mesures Gorse, pour montrer à la bourgeoisie, en guise d'avertissement qu'elle ne pourra pas appliquer comme elle le veut la Circulaire Fontanet. Des prises de paroles seront faites devant les usines, les foyers, sur les marchés, des meetings et des réunions publiques seront organisées dans toutes les villes et les quartiers où les CACF sont implantés, des manifestations seront organisées partout où c'est possible. Ces journées seront aussi l'occasion de créer des CACF dans de nouveaux quartiers, dans de nouvelles usines. Les CACF associeront à ces journées, toutes les organisations décidées à lutter pour l'abrogation de la Circulaire Fontanet.

report de l'échéance du 30 septembre !

régularisation de tous les travailleurs immigrés !

non aux expulsions !

aux crimes racistes aux expulsions ripostons par la grève !

abrogation de la circulaire fontanet !

caen lutte contre la fermeture d'un foyer

Les travailleurs immigrés du foyer de la Grace de Dieu savent que depuis longtemps des menaces de fermeture pèsent sur leur foyer. Au début des vacances, ils reçoivent tous une lettre personnelle leur demandant de trouver un logement ailleurs en vue de la fermeture du foyer. Unanimes, ils la renvoient sans même l'ouvrir. Certains prennent contact avec le CACF. Après discussions, nous proposons une pétition unanimement acceptée. Nous allons la faire signer massivement sur les quartiers et sur les usines SMN, SAVIEM, etc...

Par ailleurs, les ouvriers ont manifesté leur volonté de riposter aux assassinats racistes. L'un d'entre eux a ramassé dans sa chambre une balle de revolver qui avait brisé la vitre ; à Caen même, samedi 8 septembre, un jeune algérien de 17 ans a été poignardé par une bande de jeunes racistes qui l'attendaient en voiture. Il est à l'hôpital, très grièvement blessé. Une vaste campagne de mobilisation est organisée sur la ville avec des collectes. Nous prévoyons des manifs de riposte sur les quartiers.

PETITION

Les 81 ouvriers du foyer de la Grâce de Dieu mènent la lutte contre la fermeture du foyer. Pour la plupart, la fermeture du foyer signifie se retrouver à la rue. Pour ceux qui trouveraient un logement ou une chambre d'hôtel, cela signifie qu'ils ne pourront plus envoyer d'argent à leur famille (il faut compter 300 F au lieu de 70 F au foyer). Car pour en tirer le maximum de profit, l'impérialisme français fait venir des travailleurs étrangers pour les faire travailler à bas prix, et les obliger à laisser leur famille au pays.

Enfin, pour certains (tuni siens et marocains), cela signifie l'expulsion de France : car avec la Circulaire Fontanet, la suppression de l'attestation de logement entraîne automatiquement la suppression de la carte de séjour et donc l'expulsion.

NON A LA FERMETURE DU FOYER ! SUPPRESSION DE LA CIRCULAIRE FONTANET !

De plus, les conditions de logement sont dégueulasses. Les logements sont sales, froids, etc... Les travailleurs du foyer exigent :

— réparation des chambres (eau chaude, pose des vitres, coin décent pour la cuisine)
— réfection des façades.

Tous les travailleurs français ou immigrés ont droit à un logement décent et qui ne dépasse pas 10 % du salaire.

DES LOGEMENTS CORRECTS POUR TOUS LES OUVRIERS !

Les travailleurs immigrés luttent pour la liberté de réunion et d'information à l'intérieur du foyer. L'impérialisme français qui surexploite les travailleurs immigrés craint par dessus tout qu'ils s'organisent et s'unissent aux travailleurs français pour lutter contre leur ennemi commun.

C'est pourquoi il les surveille dans les foyers, les garnis...

C'est pourquoi aussi, il a mis en application la Circulaire Fontanet qui divise les travailleurs français et immigrés en empêchant les travailleurs immigrés de faire grève sous peine d'être expulsés : sans carte de travail, pas de carte de séjour !

C'est pourquoi il a mis sur pied l'odieuse campagne raciste de cet été. Par cette campagne criminelle, il veut préparer l'opinion pour des expulsions et des refoulements massifs touchant les travailleurs immigrés en situation irrégulière.

LIBERTE DE REUNION ET D'INFORMATION DANS LE FOYER ! SUPPRESSION DE LA CIRCULAIRE FONTANET ! HALTE AUX CRIMES RACISTES !

Les ouvriers français de Caen ont eu aussi des conditions de logement dégueulasses (loyers très chers, saletés, bruit, nécessité de longs trajets pour aller au travail, etc...). La lutte des ouvriers du foyer est aussi la leur.

Aussi, les ouvriers du foyer appellent tous les ouvriers de CAEN français et immigrés, à soutenir leur lutte.

villeurbanne meeting contre la campagne raciste

Pour riposter à la campagne raciste, le CACF et le CIP de Villeurbanne, le CACF de Durschmidt ont organisé un meeting le 15 septembre.

Ils ont distribué sur les 2 entreprises où le CACF a engagé un travail pour la création de CACF d'usine, sur 2 foyers, sur la cité immigrés d'Olivier de Serre, un tract dénonçant les crimes racistes, le tract national des CACF et ont collé des affiches. Le CIP a par ailleurs diffusé, sur les secteurs où il intervient un tract dénonçant l'impérialisme français.

Une quarantaine de personnes ont participé au meeting dont 15 travailleurs que les camarades n'avaient encore jamais contacté. Un camarade du CACF a ouvert le meeting en dénonçant la campagne raciste et en expliquant qu'elle était un des moyens que la bourgeoisie se donnait pour justifier et permettre la stricte application de la Circulaire Fontanet, passé le délai du 30 septembre. Un camarade du CIP a dénoncé l'impérialisme français qui pille les richesses des peuples de ses anciennes colonies et oblige les travailleurs à venir travailler dans les bagnes capitalistes de la métropole. Un ouvrier tunisien du CACF de l'usine Durschmitt a parlé des conditions de travail dans son usine, a vigoureusement condamné les manœuvres de Bourguiba qui prône aux travailleurs tunisiens de retour pour les congés d'accepter sans broncher l'exploitation capitaliste, a appelé à l'unité des travailleurs français et étrangers contre la Circulaire Fontanet. Une projection de diapositives a permis de dénoncer les conditions de logement qui sont faites aux travailleurs immigrés dans la région lyonnaise. Le meeting s'est conclu par un appel à la mobilisation pour les journées nationales d'action du 29 et 30 septembre. 50 F ont été collectés pour le soutien aux familles de travailleurs immigrés assassinés par les racistes, 32 signatures ont été apposées au bas de la pétition des CACF demandant le report de l'échéance du 30 septembre et l'abrogation de la Circulaire Fontanet.

Correspondant Villeurbanne.